

RESTRICTED

SR/31

28 mars 1949

French

Original: English

COMPTE-RENDU DE LA TRENTE ET UNIEME SEANCE

tenue à Beyrouth le 28 mars 1949 à 10 heures

Présents:	M. de Boisanger	(France)	- Président
	M. Yalcin	(Turquie)	
	M. Ethridge	(Etats-Unis)	
	M. Azcarate		- Secrétaire Principal

-----

A une question de M. Ethridge, le SECRETAIRE PRINCIPAL répond qu'il a, deux jours auparavant, remis le projet de communiqué au Directeur Général du Ministère Libanais des Affaires Etrangères et aux représentants des délégations Irakienne, Syrienne et Egyptienne et qu'il leur a brièvement expliqué que la Commission n'avait pas l'intention de tenir une conférence de paix mais simplement de poursuivre les échanges de vues en s'efforçant de considérer l'ensemble du problème de façon plus positive. Les représentants de la Syrie, du Liban et de l'Irak maintiennent leur position en ce qui concerne la priorité à donner à la question des réfugiés, tandis que l'attitude de la délégation égyptienne paraît être légèrement moins rigide. La réponse officielle des délégations sera communiquée à la Commission au cours des conversations prévues pour le commencement de la semaine. En ce qui concerne les deux autres délégations, le Secrétaire principal s'est arrangé pour remettre le projet de communiqué au représentant du Ministre adjoint des Affaires Etrangères d'Arabie Séoudite le même jour; la délégation transjordanienne ayant quitté Beyrouth sans laisser de fonctionnaire pour assurer la liaison, il tentera de la lui communiquer par l'intermédiaire de la Légation de Transjordanie à Beyrouth.

Le PRESIDENT rapporte qu'au cours d'une conversation, la veille, le représentant Egyptien a réclamé certains changements dans le projet de communiqué, changements qui paraissent acceptables au

Président. Il a demandé la suppression de la phrase "en vertu des paragraphes 4, 5 et 6" dans le paragraphe 2 du projet et la modification d'une dernière phrase qui deviendrait: "... poursuite de ces échanges de vues pour parvenir à des résultats positifs, en particulier sur la question des réfugiés".

Il semble que quelques délégations désirent poser certaines conditions préalables avant d'accepter de participer à de nouvelles conversations. Le Président leur a expliqué qu'il considérerait une telle procédure comme impossible; la Commission était prête à demander au Gouvernement d'Israel de faire certains gestes apparemment spontanés mais qu'il n'était pas possible d'accepter qu'on posât des conditions préliminaires aux conversations. La Commission a déjà attendu deux mois pour commencer effectivement sa tâche de conciliation selon les indications de la résolution de l'Assemblée Générale; il est temps maintenant de s'atteler sérieusement à la tâche. La Commission est tout à fait désireuse de poursuivre la discussion sur le problème des réfugiés mais la voie doit être laissée libre pour un élargissement éventuel du sujet des nouvelles conversations. Le Président a fait clairement comprendre qu'il n'était pas question de réunir les délégations arabes avec une délégation juive ni d'entreprendre des négociations de paix mais que les Gouvernements arabes devaient accepter la présence d'une délégation juive dans la même ville.

M. ETHRIDGE ne présente pas d'objection au premier changement proposé dans le projet de texte mais en ce qui concerne le second, il considère qu'il convient de ne pas mettre l'accent sur la question des réfugiés si on ne veut pas que les nouvelles conversations deviennent une simple répétition de celles qui se déroulent actuellement. Les délégations arabes doivent accepter l'idée que le domaine des conversations soit définitivement élargi. Il préférerait une modification telle que "... pour parvenir à des résultats positifs sur toutes les questions en suspens, y compris la question des

réfugiés".

Le PRESIDENT et M. YALCIN donnent leur accord aux vues de M. Ethridge et acceptent que la Commission essaye de persuader la délégation égyptienne d'accepter un texte moins limitatif que le projet actuel.